

Lausanne, le 2 février 2010

Les Verts vaudois soutiennent le recours contre la décision prise par Moritz Leuenberger d'accorder une prolongation d'exploitation illimitée à la centrale de Mühleberg

Les Verts soutiennent le recours contre la décision prise par le chef du DETEC en fin d'année. La centrale de Mühleberg pose de graves problèmes de sécurité, négligés dans cette décision qui fait prévaloir les intérêts économiques de l'exploitant au détriment des intérêts sécuritaires de la population.

Pour prendre sa décision, Monsieur Leuenberger s'est fondé sur un rapport de sécurité établi par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) en 2007. Ce rapport n'a pu prendre en compte les risques avérés en termes de sécurité touchant la vieille centrale apparus ou aggravés après cette date. On sait en outre que l'IFSN se compose de personnes ayant fait preuve de parti-pris favorable au nucléaire. On peut craindre que même en cas de risque important de tChernobyl à Mühleberg, l'IFSN ne propose pas la fermeture de la centrale.

Monsieur Leuenberger n'a pas tenu compte de nombreuses expertises indépendantes sur la centrale nucléaire de Mühleberg (notamment de l'Öko-Institut Darmstadt et des experts du ministère de l'environnement autrichiens) qui suggéraient l'irresponsabilité de la poursuite de l'exploitation de cette centrale.

Les Verts constatent que des vices de forme entachent la procédure, les opposants n'ayant pu consulter normalement tous les actes.

D'un point de vue plus général, les Verts craignent que cette autorisation conforte les électriciens suisses dans leur choix néfaste d'investir prioritairement dans des centrales nucléaires. Alors que les mêmes sommes investies dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique assureraient plus d'énergie et créeraient au moins dix fois plus d'emplois. Et cela sans les risques et les déchets du nucléaire.

Enfin les Verts dénoncent le peu de cas que cette décision a fait des préavis des Cantons de Neuchâtel, de Fribourg, de Genève, de la ville de Berne et des Vaudois qui se sont opposés à 64% à une autorisation d'exploitation illimitée.

Pour tout renseignement :

Alessandra Silauri, Députée Les Verts, 079 709 42 24

Christian van Singer, Conseiller national Vert, 078 793 61 78 (*En séance de la CEATE à Berne ce mardi 2.2*)

Yves Ferrari : Président des Verts vaudois, député, 079 549 65 40